

« Postmodernité et territoire : vers de nouvelles territorialités? »

Laurent Deshaies et Gilles Sénécal

Cahiers de géographie du Québec, vol. 41, n° 114, 1997, p. 279-283.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022666ar>

DOI: 10.7202/022666ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Postmodernité et territoire: vers de nouvelles territorialités?

Laurent Deshaies

Université du Québec à Trois-Rivières

et

Gilles Sénécal

INRS-Urbanisation

Montréal

La publication de ce numéro thématique découle d'une réflexion sur le devenir des territoires à une époque que certains auteurs qualifient de postmoderne. Plusieurs spécialistes furent invités à un colloque tenu en mai dernier lors du 65^e congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le thème retenu — «Les sociétés en mal de territoire» — évoque le sentiment de perte d'identité et d'attachement aux lieux, aux quartiers, aux régions, aux pays ou aux grands ensembles en voie de formation, alors qu'en même temps se poursuit une quête sans cesse renouvelée d'appropriation territoriale. Ce thème fut le point de départ d'une discussion entre géographes, à laquelle des urbanistes, des politologues et un administrateur étaient aussi conviés, pour questionner, au regard des thèses postmodernistes, la notion de territoire, sa contemporanéité, les nouvelles formes tant concrètes que discursives qu'elle suscite.

La géographie, d'abord anglosaxonne, puis européenne, s'est intéressée à la thématique des territoires dans l'optique postmoderne. Depuis une dizaine d'années, les colloques décrétant la fin des territoires se sont succédé, permettant aux géographes d'observer que les nouvelles relations aux territoires prenaient de plus en plus la forme de réseaux ou d'archipels, de configurations segmentées ou éclatées, souvent éphémères et dont les repères identitaires restaient flous. Malgré la parution de plusieurs ouvrages et articles, les géographes ne s'entendent toujours pas sur le sens à donner au terme «postmodernité», et sur son utilité pour l'analyse géographique des territoires.

Le questionnement sur la notion de postmodernité doit partir d'une observation des changements sociaux en cours et des nouveaux rapports aux territoires qui en découlent, sans oublier l'étude des formes de l'organisation politique et des manifestations culturelles qui permettent de forger une identité territoriale. De telles formes sont complexes et les discours qui les structurent empruntent à une gamme variée d'approches. Cette complexité, qui opère à plusieurs niveaux, nuit à tout le débat entourant la notion de postmodernité.

La réflexion amorcée au colloque de Trois-Rivières n'a pas échappé à cette difficulté. En effet, force est de constater, dans ce numéro, que les auteurs abordent les notions de modernité et de postmodernité davantage en toile de fond que de manière centrale; en d'autres termes, ils traitent peu de postmodernité comme telle, préférant s'interroger sur sa portée en géographie ou en études urbaines. La notion de postmodernité leur sert principalement à discuter de l'évolution des territoires ou des approches du territoire. Plusieurs thèmes ressortent ainsi avec force, dont le retour de l'acteur, l'affirmation du Moi, les représentations sociales, la capacité évocatrice du lieu et, par-delà, les formes de sociabilité et de démocratie participative qui recouvrent le travail de recomposition des territoires.

MODERNITÉ ET POSTMODERNITÉ: NOTIONS OU CONCEPTS?

Poser la question dans une telle perspective oblige à plus d'humilité dans les échanges entre les partisans de la modernité ou de la postmodernité. Dans ce débat, la question se pose habituellement comme une alternative: soit la modernité, soit la postmodernité. Pour échapper à cette impasse, n'est-il pas pertinent de se demander à quelle catégorie sémantique (notion ou concept) appartiennent ces deux mots?

D'après le dictionnaire Robert, le mot «notion» est, selon sa troisième acception, un «objet abstrait de connaissance», tandis que le mot «concept» fait référence à une «représentation mentale générale et abstraite d'un objet». Selon Larousse, le concept est une «idée, objet conçu par l'esprit ou acquis par lui, et permettant d'organiser les perceptions et les connaissances». De plus, il peut être intéressant d'observer que «notion» peut aussi signifier «connaissance élémentaire» et, aussi, «connaissance intuitive, synthétique et assez imprécise que l'on a d'une chose» (Robert). La recherche de Claude Raffestin aboutit à des considérations semblables, mais beaucoup plus affirmées que les définitions fournies par les dictionnaires:

Le mot «notion» provient d'une racine indo-européenne qui signifie «connaître», c'est-à-dire appréhender par la perception. C'est en somme l'équivalent du terme «construct» utilisé par Abler, Adams et Gould (1971). Bref, la notion permet d'organiser l'expérience, elle est un matériel empirique. Le mot «concept» dérive pour sa part d'une autre racine indo-européenne qui signifie «prendre», c'est-à-dire qu'il se rapporte à l'idée d'une opération, d'une saisie. Ainsi les deux termes sont situés sur des plans différents par rapport à une préoccupation opératoire. Alors que la notion est immédiatement liée à l'expérience fournie par la perception, le concept est une construction généralement dégagée de l'expérience (Raffestin, 1978: 60).

À la lumière de ces distinctions, on doit considérer que les mots modernité et postmodernité sont des notions et non des concepts, parce qu'il est impossible de les opérationnaliser et de les définir techniquement et de façon précise. Comme l'écrit Jean Baudrillard: «La modernité n'est ni un concept sociologique, ni un concept politique, ni proprement un concept historique. C'est un mode de civilisation caractéristique, qui s'oppose au mode de tradition, c'est-à-dire à toutes autres cultures antérieures ou traditionnelles [...]. Pourtant elle demeure une notion confuse, qui connote globalement toute une évolution historique et un changement de mentalité» (1995: 553).

On pourrait dire la même chose de la postmodernité. Dans le texte de Baudrillard, on n'aurait qu'à changer le mot «tradition» par modernité et le mot «traditionnelles» par modernes pour décrire la notion de postmodernité. Ainsi, il ne sert à rien de discourir de l'existence ou non d'un mode de civilisation postmoderne vu le flou sémantique entourant ces notions.

LA POSTMODERNITÉ: PAR-DELÀ LE MOT, UNE NOTION UTILE?

Étant donné l'irréversible flottement sémantique des termes modernité et postmodernité, le débat doit être mené sur un tout autre plan. Car le mot, quel qu'il soit, ne doit pas faire obstacle à la prise en compte des résultats obtenus par l'analyse d'une réalité pourtant évidente dans nos sociétés: érosion de l'idée de progrès, incertitude concernant l'avenir, recul de l'adhésion à une science objective et rationnelle, perte d'intérêt pour les grands récits, crise identitaire et culturelle, perte du sens historique, montée de l'éphémère, désintérêt pour la politique, etc. Dans ce contexte, la notion de postmodernité, faute d'un autre terme qui puisse satisfaire tout le monde, apparaît commode pour expliquer ces mutations récentes de la société. Elle n'a pas besoin d'être précise pour être fortement évocatrice de la réalité qui semble échapper de plus en plus aux chercheurs des sciences sociales.

Par ailleurs, la lecture des travaux sur la postmodernité fait découvrir tout un pan de la société habituellement peu couvert par la recherche empirique qui, souvent, se limite aux banques de données et aux traitements automatiques de matrices d'information spatiale. Ainsi le chercheur doit retourner sur le «terrain» (celui du social) pour mieux comprendre les phénomènes singuliers, écouter les gens, les acteurs centraux comme marginaux, analyser leurs discours, connaître leurs motivations, etc. De même, une plus grande sensibilité des géographes aux idées postmodernes élargit les perspectives et suggère des objets nouveaux d'études et de recherche. En effet, la postmodernité, par définition, insiste davantage sur les mutations sociales que sur les continuités et les grandes structures rationnelles, bien qu'il soit difficile, en matière de civilisation, de parler de rupture brusque, le moderne côtoyant toujours le postmoderne.

LA POSTMODERNITÉ ET LES TERRITOIRES: QUELS LIENS?

Le recours à la notion de postmodernité interpelle — pour reprendre ce poncif — les géographes. Comment une société de plus en plus postmoderne change-t-elle ses rapports à l'espace et aux territoires? Est-ce qu'il y a des territoires postmodernes? Comme la notion de postmodernité est retenue pour désigner une période historique ayant débuté il y a une trentaine d'années, il est sûrement possible d'identifier de nouveaux rapports à l'espace et aux territoires. Il est probable que ces rapports ne modifient pas substantiellement la réalité matérielle et physique du territoire. D'autre part, de nouvelles formes territoriales sont en émergence, formes dont les configurations sont multiples, engagées dans la construction de grands ensembles (Europe, Amérique du Nord), mais ancrées localement, et dont il est impossible de prédire l'évolution.

Les villes semblent d'ailleurs des laboratoires pour ces expressions que l'on dit postmodernes. Les thèmes de la ville durable, de la qualité de vie et de l'environnement, de la ville festive ou informationnelle, sont autant de recours pour dire les territoires de vie et comprendre les débats touchant l'aménagement et le développement des métropoles. Les activités culturelles occupent d'ailleurs une place grandissante dans l'économie urbaine. C'est donc un ensemble de discours à contenu programmatique et de phénomènes à saveur culturelle, différents mais reliés, présents dans la ville, qui concourent à construire de nouveaux rapports aux territoires urbains, rapports qualifiés, à tort ou à raison, de postmodernes. Ces expressions postmodernes demanderont, à l'avenir, des recherches plus approfondies. D'ores et déjà, on est certain que la structuration de grands ensembles territoriaux gagnera en importance, cherchant des ancrages identitaires, sans pour autant épuiser les identités locales, toujours recommencées et combien éphémères, qui continueront d'occuper l'avant-scène du théâtre urbain.

Les milieux ruraux sont aussi particulièrement sensibles aux changements sociaux, car des zones avec un aspect très moderne en côtoient d'autres aux allures postmodernes. Ainsi, les fermes œuvrant dans les secteurs traditionnels comme l'industrie laitière, l'aviculture, l'élevage porcin, la culture des céréales, la culture maraîchère ont subi l'assaut d'un modernisme basé sur la rationalisation et le développement technoscientifique. Tout à côté de ces premières fermes en sont apparues d'autres tournées vers des secteurs d'activités nouveaux, exotiques. À titre d'exemple, on peut mentionner la grande variété des entreprises agrotouristiques, généralement de petite taille et reposant sur l'innovation et l'imagination de leurs propriétaires: vignobles, hydromelleries, élevages d'autruches, d'émeus, de bisons, de wapitis, de cerfs, etc. (Deshaies, 1997). Aussi, combien de milieux naturels n'a-t-on pas mis en valeur pour toutes sortes d'activités et de raisons? Faire une liste de ces nouvelles activités constitue déjà tout un défi pour un chercheur. Ces entreprises en milieux ruraux et naturels sont autant d'inventions de territoires reposant sur des projets stimulants et des rapports territoriaux plus personnalisés et intimistes.

Beaucoup reste à dire au sujet du lien à établir entre la postmodernité, le territoire et la géographie. Les auteurs des textes du présent numéro thématique ont posé les premiers jalons d'une réflexion québécoise sur le sujet. Chacun d'eux a mené sa réflexion à travers ses préoccupations habituelles de recherche¹. En plus d'intéresser les spécialistes des autres sciences sociales, nous espérons que ce numéro incitera les géographes québécois et d'ailleurs à poursuivre leur analyse des territoires sous l'angle de la postmodernité.

REMERCIEMENTS

Les éditeurs invités tiennent à remercier le Fonds institutionnel de l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), le département des Sciences humaines de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) pour leur contribution financière.

NOTE

- 1 Le lecteur doit prendre note que, pour des raisons éditoriales, il fut demandé aux auteurs de s'en tenir à un texte d'une dizaine de feuillets.

BIBLIOGRAPHIE

- ABLER, Ronald, ADAMS, John S. et GOULD, Peter (1971) *Spatial Organisation. The Geographer's View of the World*. New-Jersey, Prentice-Hall.
- BAUDRILLARD, Jean (1995) Modernité. In *Encyclopédie Universalis*, pp. 552-554.
- DESHAIES, Laurent (1997) *L'insertion territoriale sur la base d'un projet identitaire: les nouveaux agriculteurs*. Communication présentée à Trois-Rivières lors du congrès annuel de l'ACFAS, le 14 mai.
- LIPOVETSKY, Gilles (1983) *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Paris, Folio Essais.
- RAFFESTIN, Claude (1978) Les construits en géographie humaine: notions et concepts. In *Géopoint 78*. Avignon, Groupe Dupont, pp. 55-73.
- TAYLOR, Charles (1992) *Grandeur et misère de la modernité*. Montréal, Bellarmin.